9 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Reims, lors de la campagne pour l'élection présidentielle, jeudi 9 avril 1981.

Mes chers amis de Reims, de la Marne, des Ardennes, et aussi des départements voisins de l'Aisne et de la Seine-et-Marne qui sont venus participer à cette réunion. Je vous remercie de votre présence dans cette fin de journée, à une heure qui n'est pas la plus facile pour vous qui avez dû vous déplacer et qui avez dû interrompre sans doute vos activités de travail.
- Je remercie le sénateur Maurice Prévoteau, président du conseil général de la Marne, qui est, vous le savez, mon mandataire, c'est-à-dire mon représentant pour la partie officielle de ma campagne et ainsi d'ailleurs - je l'indique à la presse - dans les deux départements champenois que je visite aujourd'hui, ce sont les deux présidents du conseil général qui sont les mandataires du candidat Président de la République, dans la Marne et dans l'Aube.
- Vous avez entendu tout à l'heure les interventions éloquentes des talentueux députés de votre département et je reviendrai tout à l'heure sur la contribution que je souhaite que votre région apporte à notre vie nationale.\
D'abord, quel est le sens de ma candidature, puisque vous savez que cette candidature est officielle seulement depuis quelques heures £ le Conseil constitutionnel a terminé ses vérifications et il a bien voulu retenir ma candidature ... il a procédé au tirage au sort et le sort a voulu qu'il m'attribue le chiffre que j'aurais choisi, si j'avais pu choisir, le chiffre 7 ... qui va m'accompagner dans cette campagne `campagne électorale`.
- Quel est le sens de ma candidature ?
- Sous vos yeux, les hommes politiques se battent, comme c'est leur droit, pour la conquête du pouvoir. Ce n'est plus ma préoccupation, ce genre de lutte ne me concerne plus. J'ai atteint, jeune encore, le sommet de la carrière politique, je n'ai plus rien à en attendre, si ce n'est des tâches écrasantes, des soucis de chaque jour, des critiques et des coups bas.
- Après sept ans de fonction, mon seul intérêt est celui de la France. Je n'ai plus d'autre ambition que celle de la servir quelques années encore, puis de retrouver la vie quotidienne d'un Français parmi les siens.
- Il y a désormais, nous dit-on, dix candidats et M. Georges Marchais affirme dans ses discours ou par voie d'affiches qu'il est le seul candidat anti-Giscard .. Mais c'est faux ! A la lecture de leurs déclarations, j'observe que sur les 10 candidats, il y en a 9 qui me critiquent, tous les candidats, ou presque tous, sont anti-Giscard !
- Pourquoi cette campagne `campagne électorale` pitoyable que les uns mènent contre les autres et même tous contre un ? Qu'ils exposent leur programme pour l'avenir s'ils en ont un et qu'ils ne se trompent pas de rôle, ils ne sont pas des juges, ils ne sont que des candidats, et les seuls juges, c'est vous les Françaises et les Français qui prononcerez votre jugement librement, individuellement, le 26 avril et le 10 mai .. Je n'ai que les Françaises et les Français avec moi, mais cela me suffit bien ...\
Je constate, à l'ouverture de la campagne officielle, après des mois de critiques et de dénigrements injustes, excessifs, parfois blessants, que je suis celui que les Françaises et les Français placent toujours en tête, quel que soit le nombre des candidats et quels que soient les sondages. Nous tenons bon. Je viens d'une province, l'Auvergne, bâtie sur le granit, soyez-en assurés, de même que nous avons fait face depuis sept ans, grâce-à vous, demain, grâce-à vous, nous l'emporterons. J'en porte la certitude en moi chaude comme un soleil.
- Dans cette campagne `campagne électorale`, je suis le seul à défendre les Français, le seul

aussi à vouloir leur apporter l'espoir. Ici, je vais vous parler de l'espoir et je répondrai ainsi à ce que vous évoquiez tout à l'heure, Schneiter et Stasi - comme vous m'appelez Giscard permettez-moi de vous appeler Schneiter et Stasi.\
Partout où je me rends, on me demande où en est la France dans la compétition internationale et on me demande aussi où en est la région par-rapport au reste de la France ?
- où en est la France dans la compétition internationale ? Est-elle vraiment ce pays incapable, ce pays à l'abandon, ce pays gouverné par des ignorants, par des impulsifs, tel qu'on cherche à vous le décrire ?
- La France est le seul des grands pays industrialisés, le seul, faites le vérifier par les journaux, par toutes les vérifications possibles, qui ait amélioré le pouvoir d'achat et qui ait maintenu une croissance positive dans toutes les années de la crise. Elle est le seul pays au monde - et tous les chefs d'Etat s'en rendent -compte, le savent parfaitement et d'ailleurs me chargent de vous en féliciter - qui soit en-train de se donner les moyens de l'indépendance énergétique en l'absence de ressources naturelles que nous n'avons pas. Elle est l'une des trois rares démocraties dotées d'institutions politiques stables et qui contrastent avec ce que vous observez, jour après jour, chez trop de nos voisins européens, des institutions qui lui ont été données par le général de Gaulle en 1958 et en 1962, et qui permettent aux Français de choisir en toute liberté celles et ceux qui les représentent, qui les gouvernent. La France a su écarter de son sol les ferments hideux du terrorisme et du fanatisme qui n'ont pas disparu partout, hélas, en Europe.\
La France est devenue la troisième puissance militaire du monde, juste derrière les deux super-grands `Etats-Unis ` URSS`. Pour mesurer les conséquences historiques et dramatiques pour notre pays de l'impréparation militaire, il faut venir voir, comme je l'ai fait jadis, avec sa famille, les paysages, les cimetières, les bois mitraillés de la Champagne, car c'est à Reims, c'est à Sedan, c'est dans la forêt des Ardennes, c'est sur la Marne, c'est aussi dans l'Argonne que la France a dû subir les conséquences des guerres que l'on n'avait su ni préparer, ni empêcher.
- En 1974, j'ai trouvé une armée mal préparée à la guerre, c'est-à-dire une armée mal préparée à garantir la paix. Le renouvellement technologique de la force de dissuasion n'était pas assuré, les comités de soldats, souvenez-vous, en 1974 et 1975, rendaient douteuse la capacité opérationnelle de l'infanterie française £ notre force d'intervention extérieure n'avait pas les moyens matériels d'opérer en dehors de l'Europe.\
Aujourd'hui, grâce-à l'action des gouvernements successifs, et notamment grâce-à l'action des deux excellents ministres de la défense qui ont servi mon effort au-cours de cette période - je veux dire M. Bourges et M. Galley - dont je note qu'ils soutiennent aujourd'hui tous les deux ma candidature, la puissance de feu de notre arsenal nucléaire (je souhaite, bien sûr, que nous ne nous en servions jamais), qui assure notre sécurité et notre indépendance, a plus que doublé pendant mon septennat.
- Un sixième sous-marin nucléaire stratégique est en construction £ il recevra un nouveau modèle de missile à tête multiple comparable à celui qui équipe les sous-marins soviétiques et américains, et il est construit par les seuls ingénieurs, par les seuls techniciens, par les seuls ouvriers français.\
Notre armée de terre qui souffrait d'un grand retard, et dont les cadres professionnels, officiers et sous-officiers n'avaient pas la situation matérielle et ne bénéficiaient pas de la considération qui est dûe à leur tâche si difficile et si nécessaire à la sécurité de notre pays, est en-train de devenir une des mieux équipées - et vous en êtes le témoin dans votre région - une des mieux entraînées d'Europe.
- Notre force extérieure a fait l'admiration du monde et la preuve de son efficacité, dans son saut lointain, à Kolwezi, que j'ai été le seul à décider et que personne parmi l'abondant personnel politique français, n'est venu soutenir ou approuver le lendemain, lorsqu'il y avait encore l'incertitude du succès.
- Avant 1974, c'était sur la défense que portaient les économies budgétaires. Depuis 1974, c'est sur la défense, c'est vers la défense, c'est-à-dire votre sécurité, que vont les priorités budgétaires, et je remercie d'ailleurs la majorité de l'Assemblée nationale et du Sénat qui, au-cours de cette période, alors qu'elle pouvait être sollicitée par d'autres besoins légitimes français, a su en faire

période, alors qu'elle pouvait être sollicitée par d'autres besoins légitimes français, à se en faire une des grandes priorités de notre action nationale, s'agissant de la défense, de notre histoire.\
Dans cette France qui souffre de la crise, mais qui, mois après mois - et c'est pourquoi je veux poursuivre notre action - est en-train de gagner, comment se place la région formée par la Champagne et les Ardennes ?
- Votre région qui connaît des difficultés - et je n'ai sûrement pas l'intention de les ignorer ou de les dissimuler - représente un exemple de ce qu'est la situation nationale.
- On y trouve d'abord une agriculture puissante et diversifiée, remarquable à la fois par ses rendements et par ses efforts de qualité, cette agriculture, monsieur le président du conseil général, que vous connaissez bien et que vous représentez bien. Les produits de l'agriculture champenoise sont présents à la table de tous les chefs d'Etat, et si la circonstance n'était pas aussi sérieuse, je vous raconterais des anecdotes pour vous dire combien les autres chefs d'Etat souhaitent la présence des produits de la Champagne sur leur propre table.
- Je vous raconterai cela dans une autre circonstance, mais croyez-moi, le récit en vaut la peine.\
Mais en même temps, ce sont vos céréales qui contribuent à sauver de la famine les populations sahéliennes £ ce sont vos céréales qui vont contribuer demain à sauver de la pénurie nos amis polonais.
- Grâce-aux décisions qui ont été prises et qui ont exigé d'ailleurs, là aussi, l'intervention du Président de la République, non pas que le Président de la République ait tout à décider, mais il doit être, de temps en temps, l'avocat international des grands intérêts de la France, c'est en réalité un million de tonnes de blé que nous allons exporter au-cours des prochains mois et qui vont aussi libérer largement les silos pour la prochaine récolte, que je souhaite encore plus abondante que la précédente.\
Vous voyez, à travers ces exemples, combien l'agriculture, loin d'être un fardeau, est une chance pour la France.
- Elle est une chance pour notre marché intérieur, qui est le seul marché européen à être approvisionné pour tous les grands produits par sa propre agriculture, par les produits de son propre sol.
- Elle est une chance pour notre commerce extérieur, mais aussi pour l'image et pour le rayonnement de la France à l'étranger. La qualité de la France, la générosité de la France suivent et accompagnent partout les produits de son sol. C'est pourquoi j'ai toujours défendu l'agriculture française et ses agriculteurs. Je les ai défendus contre les soi-disant fatalités économiques, notamment dans les zones défavorisées et dans les régions de montagne dont je suis originaire et dont j'étais l'élu. Je les ai défendus contre les conséquences de la crise £ chaque fois que cela était nécessaire, des aides publiques justifiées sont venues compenser les pertes de revenu, notamment en 1980 où la France a été le seul pays d'Europe - renseignez-vous parmi les autres organisations agricoles - à avoir maintenu le revenu de ses agriculteurs, effort légitime puisque nous le faisions pour d'autres catégories de la nation et qu'il n'y avait donc aucune raison, aucun motif de ne pas le faire pour notre agriculture.\
Je les `agriculteurs` ai défendus récemment contre l'indifférence bruxelloise `CEE` et contre les égoismes nationaux de certains de nos partenaires. Le 1er avril à minuit, c'est-à-dire à la date prévue, pour la première fois depuis longtemps, les prix agricoles garantis ont été augmentés de 12,2 % pour la France. Il y a six mois, personne, je dis bien personne parmi les dirigeants agricoles, parmi les parlementaires qui suivent ces questions, ne pensait que les prix seraient fixés pour le 1er avril. Personne ne croyait que nous obtiendrions un taux supérieur à 12 %. Personne ne croyait que ces prix s'appliqueraient dès le début de la campagne, et notamment à-partir de cette semaine passée, pour les produits animaux et pour les produits laitiers.
- D'ailleurs, j'indique que pour les céréales, la partie monétaire de l'augmentation s'applique également tout de suite, et donc pour les exportations des prochaines semaines. Cet accord du 1er avril, personne n'a osé le critiquer, même parmi mes concurrents et même parmi ceux qui avaient fait les fiers à bras avant la négociation. Mais n'eut-il pas été plus conforme à la justice de dire que, dans cette circonstance, la France avait gagné et que c'était bon pour elle ?
-\

Nous avons obtenu cet accord grâce-à une entente que j'ai servie pendant tout mon septennat, par des démarches innombrables, par des rencontres, par des coups de téléphone, je veux dire l'entente franco - allemande.
- Vous, les Champenois, vous savez ce que veut dire la mésentente franco - allemande. Quand j'ai été élu, certes, il y avait déjà eu la réconciliation -entreprise par le général de Gaulle et par le chancelier Adenauer, mais c'était encore la réconciliation. J'ai voulu passer sur l'autre versant, c'est-à-dire l'entente des deux plus grands peuples d'Europe, pour qu'ils apprennent à travailler ensemble, pour qu'ils apprennent à apporter des solutions ensemble aux problèmes qui vont se poser dans les temps à venir.
- C'est un autre résultat de cette entente franco - allemande que cet emprunt qui va représenter 15 milliards de francs pour les entreprises, grandes, petites et moyennes, pour leur permettre de s'équiper, de se moderniser, et notamment dans vos régions atteintes par des problèmes industriels difficiles, et ainsi de surmonter la concurrence internationale et de pouvoir à nouveau créer des emplois.\
On trouve aussi, en effet, dans votre région `Champagne - Ardennes`, une industrie ancienne à grande tradition, à main d'oeuvre sérieuse et consciencieuse, engagée dans des reconversions difficiles, une industrie qui doit sa vitalité aux petites et moyennes entreprises.
- Depuis 7 ans, beaucoup a été entrepris en faveur des petites et moyennes entreprises, même si, à l'heure actuelle, le fait de souffrir de la crise les conduit parfois à l'ignorer.
- En ce moment même, à Paris, sont exposées les interventions technologiques réalisées par les petites et moyennes entreprises, en 1980, pour préparer leur avenir. Pourtant, nos nombreux, je dirai même nos trop nombreux systèmes d'aide à l'industrie apparaissent souvent mal adaptés à la situation des entreprises. On promet des subventions, là où un allègement des charges serait en réalité plus efficace et plus simple. On ajoute des procédures quand il faudrait en supprimer, on provoque des démarches alors que les chefs d'entreprise, grands, petits et moyens, ont d'abord besoin de la liberté de leur temps et de leurs préoccupations pour se consacrer à leur propre travail.
- C'est pourquoi, au-cours de cette campagne officielle qui va commencer demain, je proposerai une nouvelle définition des -rapports entre l'Etat et les entreprises, qu'il s'agisse des entreprises qui emploient des salariés, qu'il s'agisse aussi de l'entreprise individuelle qui doit être largement libérée. Faites confiance à celui qui a libéré les prix, alors que personne ne l'avait entrepris auparavant, pour être aussi celui qui libérera les entreprises.\
On trouve enfin en Champagne - Ardennes, la relève apportée par les énergies et par les industries du futur. Je crois qu'il faut faire coexister dans votre région industries traditionnelles, notamment les industries mécaniques et textiles pour lesquelles j'ai demandé que l'Etat fasse un effort particulier de soutien, et en même temps l'arrivée de ces technologies futures.
- La production des deux centrales nucléaires de Chooz et de Nogent-sur-Seine, représentera, vous le savez, une énergie supérieure à celle que produit, à l'heure actuelle, la totalité des Charbonnages de Lorraine.
- C'est donc comme si la région Champagne - Ardennes découvrait sous son sol un gisement de charbon aussi important que le bassin houiller lorrain, un gisement de charbon qui, lui, ne s'épuisera jamais.
- En 7 ans, le programme électro-nucléaire français a crée à lui seul plus de 100000 emplois. Il a permis à la France de desserrer l'étau du pétrole et ainsi de maintenir un taux de croissance supérieur de moitié tous les ans, à la croissance moyenne de nos partenaires du Marché commun. Cette croissance a permis, vous le savez, la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois supplémentaires, emplois qui ne sont pas encore suffisants pour offrir un travail à toute l'ardente jeunesse champenoise et à ces 750000 jeunes françaises et jeunes français qui arrivent tous les ans sur le marché du travail. Vous savez que j'ai pris, dans ma campagne, un engagement central qui est d'offrir, d'ici 1985, un emploi ou un poste de formation à toutes les jeunes françaises et à tous les jeunes français qui se présenteront sur le marché du travail.
- Et nous sommes dotés des moyens pour le faire.\

Grâce-à ce programme, grâce-à la politique d'économie d'énergie menée par la France et par les Français chacun chez lui, et qui représente dès à présent un allègement considérable de notre facture pétrolière, grâce-au développement des énergies nouvelles, grâce-à l'apparition du soleil dans les énergies futures, la France se rapproche, jour après jour, de l'indépendance énergétique. L'arrêt du programme nucléaire anéantirait d'un coup les sacrifices faits par les Français depuis 7 ans. Alors, qui et quand pourrait reprendre la mise en route de ce programme ?
- Je vous mets en garde contre ceux qui, n'ayant rien entrepris, se contentent aujourd'hui de vous proposer d'arrêter ce qu'ont entrepris les autres. L'approvisionnement de nos usines, de nos tracteurs, de nos automobiles, le chauffage de nos maisons seraient livrés aux caprices de la météorologie politique du Moyen-Orient, et cela, je ne le veux pas pour la France.\
On trouve aussi, dans votre région, des hommes politiques de talent et je souhaite dire un jour des hommes et des femmes politiques de talent, dont j'en ai d'ailleurs connu beaucoup auprès de moi. Je me souviens de la mémoire du président Schneiter que j'ai eu l'honneur de connaître lorsque je suis entré au Parlement. Je me souviens aussi d'un ancien maire de Reims, Jean Laittinger, qui a été mon secrétaire d'Etat.
- J'aperçois devant moi, le sénateur Blin, qui occupe le poste important de rapporteur général du budget au Sénat.
- J'aperçois aussi, à son côté, le président de votre conseil régional, Sourdille, qui a siégé, dans un gouvernement de mon septennat où il a contribué à l'essor de la recherche scientifique française.
- Et enfin ces jeunes parlementaires que nous venons d'entendre, et dont je suis sûr qu'ils vont jouer un rôle, à leur tour, dans des postes importants de notre vie nationale.\
Dans mon septennat, un regret, celui de ne pas avoir visité la région Champagne - Ardennes. Il faut dire que je n'y ai pas été invité, mais je suis sûr que, dans le printemps qui va éclore, j'aurai l'occasion de recevoir une telle invitation et je serai heureux de faire ce que j'ai fait dans les régions voisines, notamment la grande région du Nord - Pas-de-Calais, ou la région Lorraine, c'est-à-dire de venir rencontrer vos élus pour un voyage officiel de travail et pour rechercher avec eux la contribution que tous, à l'échelon national, à l'échelon régional, à l'échelon local, nous pouvons apporter au développement de votre région.\
Je vous l'ai dit : dans cette campagne, pour moi, deux objectifs : défendre les Français et leur apporter l'espoir. L'espoir, je vous en ai parlé. Défendre les français, c'est-à-dire en défendant les résultats qu'ils ont obtenus et dont je n'admets pas qu'on les dénigre jour après jour, pour faire croire en France, mais aussi à l'étranger bien entendu, puisque la presse internationale accompagne notre campagne, que la France serait un pays de 53700000 incapables.
- La France a travaillé pendant 7 ans. Elle a produit, elle a exporté, elle a progressé. Je défends les résultats de la France.
- Je veux aussi défendre les Françaises et les Français contre les illusions qu'on leur propose, des propositions dont, lorsqu'on est dans ma fonction, c'est-à-dire qu'on participe à toutes les rencontres internationales, qu'on écoute ce que vous disent les dirigeants de tous les pays, on a honte qu'on les fasse sérieusement aux Françaises et aux Français : leur expliquer que c'est par l'accumulation des dépenses, que c'est par les ressorts de la démagogie, que c'est par la facilité octroyée à tous et à toutes, que les Français sortiront de la crise. Est-ce que c'est un langage pour adultes ? Est-ce que c'est un langage pour Français ? Est-ce que c'est un langage qui vous respecte et qui vous honore ?
- C'est pourquoi je défendrai les Français contre les illusions qu'on leur propose et je les mettrai en garde avant le premier tour, avant le second tour.\
Je défendrai également les trois valeurs centrales de ma campagne, qui sont : la paix, la liberté et le travail.
- La paix : la paix pour la garder, et vous avez vu - je ne sais pas si on les a encore collées sur les murs de Reims - la nouvelle affiche de ma campagne `campagne électorale`. Je veux être l'homme qui se bat pour la paix. La paix n'est jamais donnée à un pays, elle n'est jamais donnée à un continent. Il faut maintenir le dialogue pour la paix et dans mon septennat nouveau, je continuerai de le faire pour vous.\

continuerai de le faire pour vous.\
Il faut bien entendu garder nos libertés, querelle dérisoire que fait tel ou tel orateur de l'opposition, querelle sur les libertés en France. Quand on voit ce qui a été dit, ce qui a été écrit, à la limite du raisonnable et, je vous le dis, à la limite du supportable concernant le Président de la République, au-cours des derniers mois, qu'on ose parler de la liberté en France, c'est se moquer là aussi du bon sens des Françaises et des Français.
- J'ai maintenu les libertés en France, et quel que soit le résultat du scrutin, le 10 mai au soir, j'aurai la fierté de me dire que la France du 10 mai 1981 est aussi libre, et peut-être plus libre que la France que j'ai trouvée en mai 1974.\
Enfin le travail, le travail par l'emploi et aussi par le développement économique de la France. Vous avez vu les deux temps de ma campagne `campagne électorale`, l'ouverture sur l'emploi des jeunes, et hier, la conclusion par le lancement d'un grand programme important d'investissement et d'équipement pour les entreprises, grandes, petites et moyennes afin qu'elles puissent s'équiper, se moderniser pour créer des emplois pour ceux qui sont à la -recherche d'un poste de travail dans notre pays.\
Enfin, l'unité : vous m'en avez parlé tout à l'heure et je me réjouis de voir, dans cette salle, qu'il y a des signes évidents et respectables d'unité. La division de la majorité, je n'en veux pas et je n'y crois pas.
- Vous entendez à l'heure actuelle, dans les débats à la télévision ou à la radio, que l'opposition cherche à susciter un débat ou une division dans la majorité.
- Il y a une campagne `campagne électorale`. Il y en a eu d'autres. Il y a eu une campagne européenne. Est-ce qu'après la campagne européenne la majorité a éclaté ?
- Il y a eu une campagne en 1978. C'était déjà quatre ans après le débat de mon septennat et la majorité s'est présentée unie, parfois même avec des candidats uniques. Pourquoi voulez-vous soupçonner les parlementaires qui ont été élus en 1978 par une majorité commune, de vouloir rompre le pacte qui est un pacte de bonne foi et d'honnêteté avec les électeurs qui les ont envoyés siéger à l'Assemblée nationale ?
- C'est pourquoi je ne veux pas de la division de la majorité et c'est pourquoi je ne crois pas à la division de la majorité.
- où d'ailleurs conduirait-elle la France ? Eh bien tout simplement là où la division de la majorité a conduit Reims, le résultat serait le même.
- Et vous en recueillez, à l'heure actuelle, les -fruits amers, pour un temps qui, j'en suis sûr, ne durera pas.\
Dans cette campagne, je vous propose l'alliance du coeur et de la raison. Je vous propose de mettre fin à cette vieille querelle qui fait qu'en France, alternativement, les uns parlent au nom de la raison, c'est-à-dire des choses réalisables, et les autres au nom du coeur, c'est-à-dire des choses qu'on voudrait faire.
- Eh bien, je souhaite que nous réunissions les deux et que, dans le peuple français qui est un peuple raisonnable, un peuple qui a le sens de la mesure, un peuple généreux - je le sais plus qu'on ne le dit en son nom - je souhaite réaliser cette alliance du coeur et de la raison pour que nous fassions ensemble toutes les choses possibles pour aller à la rencontre des besoins de notre pays, ses besoins de progrès, mais aussi ses besoins de justice et de solidarité, comme vous l'avez fait pendant 7 ans en faveur des personnes âgées, en faveur des handicapés, en faveur des travailleurs manuels, en faveur de tous ceux dont on s'est efforcé, malgré la crise, de redresser et d'améliorer la situation.
- Nous devons poursuivre ensemble cette alliance du coeur et de la raison, et je suis sûr qu'ici, en Champagne, elle trouvera un large soutien.
- Certains d'entre vous, au premier rang, portent l'insigne de ma campagne `campagne électorale`. D'autres aussi au fond de la salle, et je souhaite que celles et ceux qui ne le portent pas encore, en sortant de cette salle se disent : "Le sort de la France n'est pas entre les mains du candidat, le candidat, de toute façon, ne pourra agir qu'après le 10 mai. D'ici le 10 mai, le sort de la France est entre nos mains".
- Je souhaite donc que vous convainquiez, autour de vous dans vos communes, dans vos

maisons, dans vos familles, dans vos bureaux, dans vos magasins, sur vos lieux de travail, chez vos amis, les Français de s'associer à ce grand élan de la France qui doit la conduire vers l'unité et vers l'espoir.

- Vive Reims,
- Vive la Champagne,
- Vive la France.\